

Un sommet sans social !

Le président de la République a reçu ce matin une partie des organisations syndicales. L'Union syndicale Solidaires n'est pas surprise de l'absence d'avancée qu'il en ressort.

Sur les retraites, le chef de l'Etat indique que les « négociations » s'ouvriront en avril avec en perspective une loi en septembre. Dans le même temps, ministres et porte paroles de l'UMP répètent qu'il faut **reporter l'âge de départ en retraite au-delà de 60 ans, allonger la durée de cotisation, avec comme objectif une sévère diminution des pensions**, pour tous les régimes (général, fonctionnaires, spéciaux). Bref, la seule solution serait de faire payer les salarié-e-s, et pas les patrons et actionnaires qui accumulent pourtant les profits !

Le président de la République ne propose **rien de concret pour le million de chômeurs/ses** qui arrive en fin de droit cette année. Il y a pourtant là une urgence sociale !

Le président de la République, comme ses ministres, font semblant de réprimander les patrons aux méthodes ouvertement trop outrancières (Total, Philips, ...), mais ils ne prennent aucune mesure contre tous ces actionnaires qui empochent depuis des années les « aides à l'emploi » et qui licencient à tour de bras.

L'Union syndicale Solidaires redit sa volonté de construire une grève interprofessionnelle, la plus unitaire possible ; il faut unifier les luttes, leur donner un débouché national.

Le débat sur le « calendrier » dans lequel nos acquis seront volés n'est vraiment pas l'essentiel. Ce qui compte, c'est d'opposer d'autres solutions (un partage des richesses plus équitable), de proposer les actions pour les faire aboutir.

Un mouvement de grève et manifestation nationales est nécessaire avant fin mars !